

PROCÈS-VERBAL 6/2026

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 juin 2026

Le quinze juin Deux Mille Vingt-Six, à 19 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune d'AGNOS s'est réuni en mairie, sur la convocation de Monsieur le Maire, affichée et transmise par voie électronique le 09 juin Mai 2026

Présents : Patrick LENDRES, Béatrice ZAGO, Maurice MARTINEZ, Sylvie CALMEJANE, Mireille RESTOYBURU, Bruno LAPLASSOTTE-PAULY, SERRANO Marie-Pierre, Dominique PRÉTOU, Patricia ARANGOIS, Quentin BARRIERE, Anne-Marie LABARRÈRE, Serge MOLUS, GARBAY Thierry.

Absents :

Absents mais ayant donné pouvoir : Jean-Pierre HAURON (procuration à Patrick LENDRES), Manon CONSTANTY (procuration à Quentin BARRIERE).

Secrétaire de séance : Patricia ARANGOIS.

Après avoir accueilli les participants et constaté que le quorum était atteint, le Président de séance propose de procéder à l'ordre du jour :

- **Approbation du procès-verbal de la séance du 18 mai 2026,**
- **Règlement intérieur du Conseil municipal**
- **Désignation des membres de la commission de contrôle des listes électorales**
- **Soutien à l'association « Les virades de l'espoir »**
- **Convention de mandat à l'ONF pour la facturation**
- **Participation ateliers jeunes**

- **Informations communales :**
 - * **Cadeau de fin d'année pour les élèves partant au collège**
 - * **Sécurisation de Baccarau**
 - * **Bâtiments communaux**
 - * **Enfouissement des lignes rue des Pyrénées et rue de l'Égalité**

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 18 MAI 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-23 et R 2121-9, le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 18 Mai 2026, transmis à l'ensemble des membres, n'a fait l'objet d'aucune remarque.

Aucune autre objection n'étant soulevée, le Procès-verbal est adopté à l'unanimité dans la forme et rédaction proposées et il est ainsi procédé à sa signature.

DÉLIBÉRATION N° 2026-25 : REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

(Commune de 1 000 habitants et plus)

Le présent règlement intérieur a pour objectif de préciser certaines dispositions relatives au fonctionnement du Conseil municipal de la Commune en rappelant et complétant celles déterminées par un texte de meilleur rang (lois et décrets).

TITRE I - RÉUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE : La périodicité et le lieu des séances

Le Conseil municipal se réunit à la mairie au moins une fois par trimestre et chaque fois que le Maire le juge utile.

Les réunions peuvent se tenir en semaine, les samedis, dimanches et jours fériés, en journée ou en soirée.

Le Maire est tenu de convoquer le Conseil municipal dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le Préfet ou par le tiers au moins des membres du Conseil municipal en exercice, par une demande écrite indiquant les motifs de la convocation.

ARTICLE : La convocation

Le Maire est chargé d'établir la convocation. Celle-ci :

- indique la date, l'heure, le lieu de la réunion et les questions portées à l'ordre du jour ;
- est mentionnée au registre des délibérations et affichée ;
- est transmise de manière dématérialisée ou, pour ceux qui en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

Le délai de convocation est fixé à trois jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Celui-ci en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Le Maire peut annuler la convocation à une réunion. Cette décision peut être portée à la connaissance des conseillers municipaux jusqu'à l'heure prévue pour son ouverture.

Tout changement apporté à la date de la séance portée sur la convocation, doit donner lieu à une nouvelle convocation, adressée elle-même dans le respect des règles de délai, sans que cette seconde convocation puisse en quoi que ce soit bénéficier du délai ouvert par l'envoi de la première convocation.

ARTICLE : Le droit d'accès à l'information des élus

Tout membre du Conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Commune qui font l'objet d'une délibération.

Dès l'envoi de la convocation à une réunion du Conseil municipal et jusqu'au jour de sa tenue, celui-ci compris, les élus peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Maire.

Les élus qui voudront consulter ces dossiers en dehors des heures ouvrables devront adresser au Maire une demande écrite.

Les dossiers relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont mis à la disposition des élus intéressés, en mairie, dès l'envoi de la convocation à la séance au cours de laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres du Conseil municipal.

ARTICLE : Le droit d'expression des élus (questions orales)

Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du Conseil municipal des questions orales ayant trait aux affaires de la Commune.

Le texte des questions est adressé par tous moyens écrits au Maire 3 jours au moins avant une réunion du Conseil municipal. Lors de la séance qui suit, le Maire y répond oralement.

Celles qui sont déposées après expiration du délai susvisé sont traitées à la réunion ultérieure la plus proche.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance.

ARTICLE : L'organisation d'un débat sur la politique générale de la Commune

A la demande d'un dixième au moins des membres du Conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la Commune est organisé lors de la réunion suivante du Conseil municipal. Il ne peut y avoir plus d'un débat de ce type par an.

TITRE II - TENUE DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE : Le Président de séance

Le Conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace. Toutefois, la réunion au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du Conseil municipal.

Dans les séances où le compte financier unique du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son Président. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Le Président ouvre les séances du Conseil municipal, vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, dirige les débats, accorde la parole, met aux voix les propositions et les délibérations,

dépouille les scrutins, juge conjointement avec le ou les secrétaires de séance les preuves des votes, en proclame les résultats. Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture de la réunion.

ARTICLE : La police de l'assemblée

Le Président de séance a seul la police de l'assemblée et peut en cette qualité faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre ou perturbe les débats.

Les infractions au présent règlement et/ou les troubles à l'ordre public et les perturbations commis par les membres du Conseil municipal peuvent faire l'objet des sanctions suivantes prononcées par le Président :

- rappel à l'ordre ;
- rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal ;
- suspension de séance et expulsion.

ARTICLE : Le secrétaire de séance

Au début de chacune de ses séances, le Conseil municipal nomme un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Ce dernier assiste le Président pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, les opérations de vote et le dépouillement des scrutins. Il rédige le procès-verbal de séance qui contient un résumé de la teneur des débats.

Le Conseil municipal peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

ARTICLE : Le quorum

Le Conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité au moins de ses membres en exercice est présente.

Le quorum doit être vérifié non seulement au début de la séance mais également lors de la mise en discussion de chacune des affaires soumises successivement à délibération. Si le départ d'élus en cours de séance ne permet plus le respect de cette règle, le Conseil municipal ne peut plus valablement délibérer.

Les procurations n'entrent pas dans le calcul du quorum.

L'élu intéressé à la délibération doit se retirer dès l'ouverture des débats et sera comptabilisé absent.

Si, après une première convocation régulièrement faite, ce quorum n'est pas atteint, le Maire doit l'indiquer sur le registre des délibérations et préciser que la séance est renvoyée à une date ultérieure.

L'envoi de la nouvelle convocation peut être opéré dès qu'il est constaté que le quorum n'est pas atteint ou a cessé de l'être. En revanche, un délai de trois jours francs doit être respecté entre la date d'envoi et la réunion suivante. Dans la seconde convocation, les questions à l'ordre du jour restant à traiter sont rappelées et aucune nouvelle question ne peut être ajoutée. Il est précisé que le Conseil municipal pourra délibérer valablement sans condition de quorum.

ARTICLE : Les procurations de vote

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner une procuration de vote à un collègue de son choix. Un même élu ne peut être porteur que d'un seul pouvoir, lequel est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs doivent être parvenus au Maire par tout moyen au plus tard lors de l'absence constatée.

ARTICLE : La présence du public

Les séances du Conseil municipal sont publiques, sous réserve du huis clos, et peuvent être enregistrées ou retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites, ainsi que toute forme de communication avec les membres du Conseil municipal.

Les téléphones portables devront être mis en mode silencieux.

ARTICLE : La réunion à huis clos

Sur la demande de trois membres ou du Maire, le Conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Le Conseil municipal ne peut en aucun cas décider à l'avance le huis clos pour une séance ultérieure.

TITRE III - DÉBATS ET VOTES DES DÉLIBÉRATIONS

ARTICLE : Le déroulement des séances

Après la nomination du secrétaire de séance, le Président de séance procède à l'appel des conseillers, constate le quorum et cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Il appelle ensuite les affaires à l'ordre du jour. Rien ne l'oblige à les mettre toutes en discussion. Il lui est en effet possible de décider que telle ou telle question sera examinée à une séance ultérieure, ou qu'elle n'a pas lieu d'être mise en discussion.

Seules les affaires inscrites à l'ordre du jour ou ajoutées à celui-ci dans les délais impartis peuvent être débattues.

La parole est accordée par le Président de séance aux membres du Conseil municipal qui la demandent. Aucun élu ne peut prendre la parole sans l'avoir obtenue du Président.

Tout enregistrement de la séance doit faire l'objet d'une information par l'élu qui décide d'y procéder à l'ouverture de la réunion.

ARTICLE : La suspension de séance

Le Président peut prononcer une suspension de séance et en fixe la durée. Lorsque la demande de suspension émane de la majorité du Conseil municipal, le Président met aux voix cette proposition.

ARTICLE : Le vote

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins blancs et nuls, ainsi que les abstentions ne sont pas comptabilisés.

En cas de partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante. En revanche, lors du vote du compte financier unique, celui-ci est réputé adopté sauf si une majorité s'est dégagée contre ; il est donc adopté en cas d'égalité des voix.

Les élus ayant participé aux débats qui sortent de la réunion au moment du vote ou leur refus d'y prendre part, équivaut à une abstention.

L'élu intéressé à la délibération qui se retire ne peut donner procuration de vote.

Le mode de scrutin habituel est le vote à main levée. Toutefois, le vote a lieu :

- au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le procès-verbal comporte le nom des votants et l'indication du sens du vote de chacun ;
- au scrutin secret, soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination. Le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Président.

Tout conseiller municipal atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité de procéder au vote secret, est autorisé à se faire assister par une personne de son choix.

ARTICLE : Formalités postérieures à la réunion

La liste des délibérations examinées

Le Maire établit une liste des délibérations examinées par l'organe délibérant qui est affichée dans un délai d'une semaine et mise en ligne sur le site internet de la Commune.

Le procès-verbal de séance

Après avoir été approuvé par le Conseil municipal à la séance suivante, le procès-verbal est signé par le Maire et le secrétaire de séance puis est conservé dans le registre des délibérations.

la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté par le Conseil municipal, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la Commune.

- **Caractère exécutoire des délibérations à caractère réglementaire**

Pour leur entrée en vigueur, outre le cas échéant leur transmission au contrôle de légalité, les délibérations à caractère réglementaire font l'objet d'un affichage en mairie.

TITRE IV - COMMISSIONS MUNICIPALES

Au cours de chaque séance, le Conseil municipal peut former des commissions permanentes ou spéciales chargées d'étudier les questions qui lui sont soumises. Elles préparent les rapports relatifs aux projets de délibérations intéressant leur secteur d'activités et émettent des avis.

Le Conseil municipal fixe le nombre des membres de chaque commission et les désigne en son sein au scrutin secret, sauf décision prise à l'unanimité. Toutefois, si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire.

La composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des conseillers municipaux.

Dès leur première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le Maire est empêché.

La convocation aux réunions de chaque commission est adressée par le Maire ou son vice-président 5 jours avant leur tenue.

Les réunions peuvent se tenir entièrement ou partiellement par visioconférence. Si tel est le cas, il en est fait mention dans la convocation qui précise également le lien et la procédure de connexion, le logiciel utilisé, les personnes à contacter en cas de difficultés techniques. La participation à distance est possible depuis tout lieu, y compris à domicile, respectant le principe de neutralité et permettant une prise de parole sans interférence. Les votes ont lieu à main levée et le recours au vote secret n'est pas envisageable, au regard des contraintes techniques de la visioconférence. Un élu intéressé devra se déconnecter quand l'affaire le concernant est examinée par la commission.

Les commissions peuvent entendre, en tant que de besoin, des personnalités qualifiées.

Un agent la Commune assiste aux séances des commissions et en assure le secrétariat.

Les séances des commissions ne sont pas publiques sauf décision contraire du Maire et de la majorité des membres de la commission concernée.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE : Modification du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur pourra être complété ou modifié sur proposition du Maire ou de la majorité du Conseil municipal.

Le présent règlement intérieur a été adopté à l'unanimité par le Conseil municipal, le 15 juin 2026

DÉLIBÉRATION N° 2026-26 : DÉSIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES LISTES ÉLECTORALES

M Le Maire informe l'Assemblée que depuis le 1^{er} janvier 2019, les maires détiennent compétence pour valider les demandes d'inscriptions et de radiations des listes électorales communales. Un contrôle des décisions du Maire est effectué à posteriori par une commission de contrôle. Son rôle est de statuer sur les recours administratifs préalables et de s'assurer de la régularité de la liste électorale.

La composition de la commission est de 3 membres dont :

- Un conseiller municipal
- Un délégué de l'administration désigné par le Préfet,
- Un délégué désigné par le Président du tribunal judiciaire,

M Le Maire invite le conseil municipal à procéder à la désignation des membres de la commission de contrôle des listes électorales.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré :

- **DÉSIGNE à l'unanimité** M Serge MOLUS, conseiller municipal, en tant que membre titulaire de la commission de contrôle des listes électorales et Mme Mireille RESTOYBURU, conseillère municipale, en tant que membre suppléante de la commission de contrôle des listes électorales
- **PROPOSE** : M Claude LAHARGUE et M Serge PEDELACQ délégués titulaire et suppléant de l'administration, M René PETUYA et M Alain ETCHEGOYHEN délégués titulaire et suppléant du tribunal judiciaire.
- **CHARGE** M Le Maire d'accomplir toutes les formalités administratives.

DÉLIBÉRATION N° 2026-27 : CONVENTION DE MANDAT POUR L'ÉTABLISSEMENT ET L'ÉMISSION DE LA FACTURATION PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS POUR DES RECETTES ISSUES DE LA VENTE DE BOIS

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L. 2122-22,

Vu le code forestier, et notamment les articles L. 211-1 et L. 211-2 relatifs au régime forestier et l'article L. 214-6 relatif à la vente des coupes et des produits de coupe issus des forêts relevant du régime forestier,

Vu le projet de convention de mandat de facturation annexé à la présente délibération,

Considérant que la commune d'AGNOS est propriétaire de bois et forêts relevant du régime forestier,

Considérant que la commercialisation des coupes et produits de coupe issus de ces forêts est assurée par l'Office national des forêts,

Considérant que la commune demeure compétente pour décider des ventes et en fixer les conditions,

Considérant la nécessité d'assurer l'émission des factures correspondantes dans des conditions sécurisées,

Considérant que la commune souhaite confier à l'ONF un mandat limité à la facturation, à l'exclusion de toute mission d'encaissement,

Considérant que le recouvrement des recettes relève exclusivement du comptable public assignataire de la commune,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

Article 1 :

- **DÉCIDE DE DONNER MANDAT à l'ONF à l'unanimité** pour procéder, en son nom et pour son compte en tant que collectivité propriétaire, à l'établissement et à l'émission des factures relatives aux ventes de bois issues de la forêt communale réalisées en application de l'article L. 214-6 du code forestier (ventes simples). Les ventes réalisées en application de l'article L. 214-7 du code forestier sont exclues du présent mandat (ventes groupées).

Article 2 :

- La présente décision prend effet à compter de la date de signature de la convention de mandat par les deux parties et demeure en vigueur pour toute la durée du mandat électoral des membres du conseil municipal, jusqu'à la désignation du prochain conseil municipal. Cette convention pourra être révoquée à tout moment pour l'ensemble des ventes concernées par décision du conseil municipal.

Article 3 :

- **D'APPROUVER à l'unanimité** les termes de la convention de mandat de facturation annexée à la présente délibération.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

La présente délibération sera transmise à l'ONF

DÉLIBÉRATION N° 2026-28 : SOUTIEN À L'ASSOCIATION « LES VIRADES DE L'ESPOIR »

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'Association « Les Virades de l'Espoir » sollicite un soutien pour l'organisation de sa manifestation annuelle pour l'achat d'une bouteille de gaz.

- Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,
- **DÉCIDE à l'unanimité** d'acheter une recharge pour bouteille de gaz à l'Association « Les virades de l'Espoir ».
 - **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer les actes administratifs et financiers.

DÉLIBÉRATION N° 2026-29 : ATELIERS JEUNES 2026

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le Centre social « La Haüt » a sollicité la commune pour l'accueil des Ateliers Jeunes.

- Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,
- **DÉCIDE à l'unanimité** de participer au dispositif des Ateliers jeunes pour l'été 2026 pour une semaine,
 - **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer les actes administratifs et financiers relatifs à ce dossier.

INFORMATIONS COMMUNALES :

***Cadeau de fin d'année pour les élèves partant au collège :**

Après discussion, le Conseil Municipal à l'unanimité décide de ne pas offrir de cadeau de fin d'année aux élèves partant au collège.

***Sécurisation de Baccarau :**

Réunion du 27 Mai 2026.

Présents :

Monsieur Le Chef de l'UTD Haut Béarn, DGA Patrimoine et Infrastructures Départementales

Marie-Lyse BISTUÉ et Henri BELLEGARDE, Conseillers Départementaux

Patrick LENDRES, Maire d'AGNOS

Maurice MARTINEZ, Adjoint au Maire d'AGNOS

Le CD 555 (4ème catégorie) achemine les communes : Baccarau 1,6 kilomètres – Largeur max 8,20 mètres (très large) – Comptage Octobre 2025 → 2303 autos/jour, → vitesse (limitée à 80 km/h) : moyenne sens AGNOS-OLORON 84 km/h et moyenne sens OOLORON-AGNOS 77 km/h.

Possibilité aménagement :

*Bordure basse (exemple : Soeix)

*Bordure haute (minimum 40 centimètres) (exemple pont Carrefour Lescar). Voie piétonne côté droit (sens AGNOS-OLORON avec passage piéton).

*Non, ça sera de l'autre côté. Etude à faire : entrée champs, traversée devant Bordenave, Brico.

*Intéressé pour Chemin Domboucdu mais il manquait la CCHB.

Conseil Départemental se propose de mener le projet.

Coût → 300 mètres pour AGNOS → risque de demande financement, à voir.
Le Bureau d'étude prépare le projet - réunion en Septembre 2026 + Rendez-vous lundi 20 Juin à la CCHB pour présenter le projet
Travaux prévus pour fin 2027/début 2028

***Bâtiments communaux :**

Audit M. XXX XXXXXXXX

*Priorité Préau.

*Ressemer le coin vert.

*Occultant sur vitrage.

*Climatisation salle Directeur → école

Un état des lieux sera fait pendant les vacances pour voir la suite à mener et les travaux à faire.

***Enfouissement des lignes Rue des Pyrénées et Rue de l'Égalité :**

Factures annulées sur portail web Enedis, affaire à suivre

***Maison Bioclimatique :**

Visite avocate pour lundi (montant total réclamé : 22 000 euros dont devis réfection 15 000 euros + loyers dus 7 000 euros).

Sera proposé → rachat maison en l'état + remboursement loyer à faire valoir ou bien juste la réclamation des loyers dus.

Tendance générale du Conseil Municipal → vente en l'état.

Avec choix de l'acheteur (2 estimations minimum).

***Commission des Impôts Intercommunales :**

Manque une personne d'AGNOS. Serge MOLUS se porte volontaire.

***PGHM :**

M. GESTAS + Capitaine + M. Blum. Tout est calé. Attente retour de Paris pour envoi des appels d'offres.

***Nouveaux horaires Mairie :**

Lundi matin et Mardi après-midi : fermé au public.

Lundi : / 14h00 - 17h30

Mardi : 9h00 - 12h00 /

Mercredi : 9h00 - 12h00 / 14h00 - 18h00

Judi : 9h00 - 12h00 / 14h00 - 17h30

Vendredi : 9h00 - 12h00 /

***Sayette :**

Deux avenants faits à la promesse du bail (2022). A dénoncer pour début 2027 pour rendre caduque. (mise à disposition → 2030 (2 500 euros environ). Le loyer sera ensuite déduit des loyers après 2030.

***Site + AGNOS-Infos :**

Logo d'AGNOS à revoir avec appel sur AGNOS-Infos aux talents des dessinateurs Agnosiens. Trouver une solution pérenne pour faire paraître AGNOS-Infos de manière régulière (1 fois/trimestre).

***Fête Ecole :**

Le 26 Juin 2026 sur le terrain de Basket.

Fin de séance du Conseil Municipal à 22h15.

La Secrétaire de Séance : Patricia ARANGOIS	LE MAIRE : Patrick LENDRES
--	---------------------------------------